

AVENIR de la FRANCE... ...AVENIR DU MONDE

Article du Populaire de Saône-et-Loire n°4.

Texte publié dans Le populaire de Saône-et-Loire, Hebdomadaire de la Fédération Socialiste (S. F. I. O.) de Saône-et-Loire du Samedi 3 novembre 1945.

La consultation populaire du 21 octobre¹ a donné raison à ceux qui avaient délibérément choisi l'avenir et qui de l'avenir avait prédit les grandes nouveautés. La France veut une Constitution : elle veut une République où tous les hommes seront libres, où tous les citoyens participeront également au pouvoir ; elle veut une démocratie sociale où le travail sera progressivement affranchi des servitudes que le capitalisme fait peser sur lui, où toute intelligence, quelle que soit son origine, pourra selon sa valeur et selon sa vocation assumer librement sa fonction dans l'organisation humaine.

Nous devons aller au-delà des chiffres et comprendre au-delà des événements. Quand nos pères, il y a trente ans, imaginaient qu'un jour leur pays enverrait à une Assemblée constituante une majorité ouvrière, une majorité de députés se réclamant des principes du socialisme ou du communisme, ils pensaient qu'alors la Révolution serait sur le point de s'accomplir ; qu'il ne dépendrait que d'un consentement tacite et naturel entre les militants ouvriers pour que cette majorité gouvernât au nom de la classe ouvrière, pour elle et par elle ; que, débarrassé des soucis de la classe ouvrière, le prolétariat de France pourrait commencer la refonte économique, la transformation sociale qu'avait prédite Marx...

Allons plus loin. Le socialisme est réellement le maître de l'heure. Non seulement les partis d'origine marxiste ont étendu leur crédit à la majorité du pays, mais le socialisme comme doctrine d'évolution sociale et de libération humaine est entouré d'un acquiescement quasi universel. Il n'est pas en France de force organisée importante qui prétende représenter le capitalisme. La bourgeoisie, ruinée économiquement, déclassée socialement, est aussi déchue moralement. Je sais bien que les formules de progrès social servent parfois de masque aux forces de conservation, mais il reste vrai que dans l'ensemble, non seulement la France, mais le monde n'envisagent plus l'avenir sous les formes du passé.

¹ Le 21 octobre 1945, les français sont appelés à se prononcer par référendum sur le caractère constituant ou non de la législature à élire et l'organisation des pouvoirs provisoires en cas de réponse positive à cette première question. Le oui l'emporte largement pour les deux questions, ce qui met fin à la IIIe république. L'assemblée nouvellement élu devient une assemblée constituante. La constitution de la IVe République sera promulguée le 27 octobre 1946 par Georges Bidault, président du Gouvernement provisoire de la République française.

Pourquoi donc le socialisme, qui a maintenant pour lui la force de l'évidence et qui entraîne l'assentiment général, n'a-t-il pas sur le plan politique et pratiquement une force équivalente ? Pourquoi en tant que puissance politique reste-t-il un peu en retard sur sa puissance morale de rayonnement ?

C'est précisément parce que ses principes ne sont plus guère contestés, il est au croisement dangereux de sa course. Toute son action de demain, sa propagande et sa pensée, vont porter sur des nuances qui jusqu'alors ont paru accessoires. Il est parvenu à ce sommet que Marx n'avait peut-être pas prévu, où devant l'immensité de ses tâches et les responsabilités qu'il a toujours réclamées, il lui faut hésiter entre des chemins divergents et risquer une division de ses propres forces.

Il ne s'agit plus de savoir si l'on admet encore les formes capitalistes de la propriété, s'il faut choisir entre l'intérêt privé et l'organisation collective, si l'on a gardé quelque inquiétude à l'idée de voir surgir une société nouvelle. Non, sur ce point essentiel, le socialisme a triomphé et Marx avec lui a triomphé. Tout ce que le socialisme avait de scientifique n'est plus à démontrer. L'histoire récente lui a apporté une vérification péremptoire.

Il reste seulement des nuances qu'il est difficile d'expliquer au peuple, des nuances imperceptibles pour le travailleur qui lutte pour sa vie de chaque jour, asservi encore aux conditions économiques, impatient de s'en libérer.

Mais nous saurons parler aux paysans, nous nous adresserons aux ouvriers en nous élevant à cette simplicité naïve qui fait souvent leur grandeur. Nous leur montrerons d'une part le mensonge qui enlaidit les causes les plus nobles, d'autre part la vérité qui illumine et embellit l'idéal qu'elle sert.

Nous leur montrerons d'un côté le fanatisme aveugle, de l'autre le sacrifice modeste mais résolu. Nous leur ferons sentir que le besoin de liberté qui anime l'homme est une exigence supérieure, que le corps n'est pas libre si l'esprit est asservi, que l'esprit n'est pas libre si le jugement est faussé. Nous leur ferons comprendre que l'idéal le plus élevé se ternit et dégénère au contact d'arguments malhonnêtes, que toute concession dans l'ordre des moyens se répercute fatalement sur les fins, que l'on trahit une cause en la défendant avec trop d'âpreté, que la justice ne veut point qu'on soit injuste pour la défendre, la liberté qu'on asservisse...

Il nous faudra trouver les mots et le courage pour convaincre. Le centre du combat n'est plus seulement à l'usine, sur les barricades de la lutte sociale, il se déplace peu à peu vers l'homme lui-même. Tout l'avenir est là : celui de la France et celui du monde. Un nouvel ordre matériel, une nouvelle structure sociale vont succéder au désordre universel. Sera-ce pour libérer définitivement l'homme ou pour l'asservir davantage ?

Jacques Muglioni
3 novembre 1945



Notions retenues pour ce texte :
constituante, marxisme (scientifique),
référendum constitutionnel (de 1945),
socialisme

A propos des articles du Populaire de Saône-et-Loire

Le père de Jacques Muglioni, Xavier Muglioni (1889-1936) avait sa carte de la SFIO à Bastia avant 1914. Il milita ensuite à Paris particulièrement dans le cadre de la Corse socialiste. Son fils Jacques (1921-1996) participa aux jeunesses socialistes, sans ignorer même avant la seconde guerre mondiale la terreur soviétique qu'il dénonça pendant la guerre froide lorsqu'il était un des militants les plus en vue de la SFIO de Saône-et-Loire. Jeune professeur de philosophie au lycée de Mâcon, et préparant alors l'agrégation, il rédigea régulièrement des articles dans Le Populaire de Saône-et-Loire, organe local de la SFIO dont il a été rédacteur puis rédacteur en chef (fonction qu'il prend entre les numéros du 3 novembre 1945 et du 16 février 1946).

Ces articles des années 1945-46 défendent le socialisme tel qu'il était défini par Léon Blum. On verra par exemple que Jacques Muglioni admet alors la critique marxiste de la Révolution Française, qu'il ne reprendra plus par la suite (voir le Discours de Ville-di-Paraso du 14 juillet 1989). Mais il formule déjà clairement l'exigence d'une véritable instruction publique sans laquelle une révolution économique et sociale n'aurait aucun sens.

Il est intéressant de voir la différence entre les articles de 1945-46 et ceux des années 1950 : ceux-ci sont des propos philosophiques, et non plus des articles politiques de circonstance. Travailler pour ses classes libère le professeur de l'idéologie. Ainsi Jacques Muglioni cessera de faire du capitalisme la seule cause des guerres. Dans le papier « La Paix » du 12 mai 1945, il dénonce déjà les crimes socialistes. Il ne sera plus question chez lui d'un « nouveau type d'homme », mais son idée de l'humanité ne changera pas.

Certains diront qu'avec l'âge il s'est éloigné de son idéal de jeunesse. Il est au contraire permis de penser que ce sont les gouvernements socialistes qui ont renoncé au socialisme tel que Jacques Muglioni pouvait le concevoir à la Libération : il quitta la SFIO après l'arrestation de Ben Bella en 1956. Il dénoncera sous le pseudonyme de Gédione (« Les Vandales », avril 1958) la trahison de l'école par tous les gouvernements, et dut cesser d'être doyen de l'Inspection générale de philosophie à l'arrivée des socialistes en 1981, en raison de son opposition à leur politique scolaire.

Liste des articles (par ordre alphabétique)

1. *La Paix – 12 mai 1945.*
2. *Léon Blum – 19 mai 1945.*
3. *Un nouveau type d'homme – 29 septembre 1945.*
4. *Avenir de la France... ...avenir du monde – 3 novembre 1945.*
5. *L'Armée et la Nation – 16 février 1946.*
6. *Oui, Vive la Liberté mais... La Liberté c'est d'abord la justice ! – 2 mars 1946.*
7. *La Conférence des Secrétaires Fédéraux a adopté la Déclaration des Principes du Parti Socialiste – 9 mars 1946.*
8. *La déclaration des droits – 16 mars 1946.*
9. *Le droit à l'instruction – 23 mars 1946.*